



VIVE LE PCF (MLM) !

Le social-impérialisme soviétique fait partie de l'impérialisme mondial

1975

LE SOCIAL-IMPÉRIALISME SOVIÉTIQUE FAIT PARTIE DE L'IMPÉRIALISME MONDIAL

LE SOCIAL-IMPÉRIALISME, C'EST LE SOCIALISME EN PAROLES ET L'IMPÉRIALISME EN FAIT

Au cours du processus d'anéantissement graduel de l'impérialisme, le social-impérialisme soviétique est apparu au milieu du XXe siècle. Lorsque l'URSS était dirigée par Lénine et Staline, c'était un pays socialiste prestigieux.

Mais après la mort de Staline, la clique des renégats Khrouchtchev-Brejnev a déclenché un coup d'Etat contre-révolutionnaire et elle a usurpé le pouvoir suprême du Parti de l'Union soviétique.

Elle a restauré en grand le capitalisme et transformé l'URSS en un Etat social-impérialiste.

Durant la Première guerre mondiale, Lénine a dénoncé le courant kautskiste, Kautsky étant à l'époque chef de file du parti social-démocrate allemand : il s'agit de « social-impérialistes, c'est-à-dire de socialistes en paroles et d'impérialistes en fait ». (Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme)

En ce qui concerne la clique de renégats de Brejnev, il s'agit aussi, tout comme le courant kautskiste, de social-impérialistes. Ce qui diffère, c'est que non content de colporter le révisionnisme et de se faire les défenseurs de l'impérialisme, cette clique contrôle le pouvoir d'Etat et a fait dégénérer en Etat social-impérialiste un Etat socialiste prestigieux que Lénine avait bâti de ses propres mains.

Le social-impérialisme, c'est l'impérialisme sous l'étiquette « socialisme ».

Il est né en URSS, patrie de Lénine, qui fut le premier Etat socialiste et n'en a donc qu'un caractère encore plus trompeur, par conséquent encore plus dangereux.

C'est un impérialisme des plus féroces.

Le capitalisme monopoliste d'Etat est la base économique principale du social-impérialisme

La formation du capitalisme monopoliste d'Etat en URSS

Qu'il s'agisse de l'impérialisme capitaliste classique ou du social-impérialisme, leurs caractéristiques économiques fondamentales sont tout à fait identiques.

Leur base économique principale, c'est le capitalisme monopoliste d'Etat.

Mais dans les états impérialistes de type classique, l'économie capitaliste monopoliste présente deux formes : le capitalisme monopoliste privé et le capitalisme monopoliste d'Etat. Dans l'Etat social-impérialiste, le capitalisme monopoliste prend toujours la forme du capitalisme monopoliste d'Etat : celui-ci est la base économique principale du social-impérialisme.

Cette différence entre social-impérialisme et impérialisme capitaliste est déterminée par les conditions historiques différentes dans lesquelles est né le capital monopoliste.

Dans les pays impérialistes capitalistes, le capital monopoliste s'est constitué progressivement à partir de l'économie capitaliste privée, au cours d'un processus de concurrence acharnée et à travers l'accumulation et la concentration du capital. Ici, c'est le capitalisme monopoliste privé qui fait en premier son apparition et existe à grande échelle.

Après que le capitalisme monopoliste privé eut connu un certain développement, que les organes d'Etat bourgeois se furent soumis au capital monopoliste et que ce dernier se fut lié au pouvoir d'Etat, alors seulement put apparaître le capitalisme monopoliste d'Etat.

Dans l'Etat social-impérialiste, le capitalisme monopoliste d'Etat est apparu après que les dirigeants engagés dans la voie capitaliste eurent usurpé le pouvoir suprême du Parti dans l'Etat socialiste.

Cela provoqua la dégénérescence de l'économie socialiste, au cours du processus de restauration du capitalisme.

Après que la clique des renégats soviétique eut usurpé le pouvoir suprême du Parti de l'URSS, la couche privilégiée de bourgeois soviétiques a considérablement gonflé son propre pouvoir politique et économique.

Dans le Parti, les domaines politique, militaire, économique, culturel, ils occupent la position dominante et forment ainsi, de l'intérieur, une bourgeoisie bureaucratique monopoliste qui contrôle tout l'appareil d'Etat et dispose de l'ensemble des richesses sociales. Cette bourgeoisie bureaucratique monopoliste d'un nouveau type a transformé, grâce au pouvoir d'Etat qu'elle contrôle, la propriété socialiste en propriété des dirigeants engagés dans la voie capitaliste et l'économie socialiste en une économie capitaliste et une économie capitaliste monopoliste d'Etat.

Pour juger de la nature socio-économique d'un pays, cela ne dépend pas de l'enseigne qu'il arbore mais de la nature du système de propriété des moyens de production, c'est-à-dire de savoir qui détient les moyens de production, qui en dispose, au service de qui sont-ils.

Après que la clique des renégats Khrouchtchev-Brejnev eut usurpé le pouvoir suprême dans le Parti

de l'Union soviétique elle a pris en main tous les pouvoirs politique et économique et appliqué une ligne révisionniste de bout en bout dans le domaine économique.

Ils ont fait du tapage autour de propos saugrenus comme : « le rouble est l'étalon du mérite dans le travail », « le profit est la meilleure référence pour un communiste chargé de la gestion d'une entreprise », etc.

L'économiste soviétique révisionniste Liberman a pondé, avec le soutien de la clique des renégats soviétiques, un projet de gestion des entreprises d'Etat, centré autour du profit au poste de commandement et des stimulants matériels ; par ailleurs on a largement lancé des « expériences ».

Après que Brejnev eut remplacé Khrouchtchev, on a totalement mis en application le soi-disant « nouveau système économique » : on affermissait, sous forme de décrets, le principe du profit capitaliste et on aggravait l'exploitation du peuple travailleur par l'oligarchie bureaucratique monopoliste. Grâce à cette « réforme », les moyens de production qui, à l'origine, étaient propriété du peuple travailleur soviétique sont désormais détenus par la bourgeoisie bureaucratique monopoliste d'un nouveau type : c'est elle qui dispose de ces moyens de production et les met à son service.

Les ouvriers et paysans soviétiques, spoliés de leur droit de propriété sur les moyens de production, sont retombés dans la misérable situation de travailleurs salariés.

L'URSS d'aujourd'hui, bien qu'arborant toujours l'emblème du socialisme, a en fait transformé le système autrefois socialiste de la propriété en propriété de la bourgeoisie bureaucratique monopoliste.

Dans la société socialiste, l'économie d'Etat, établie sur la base de la propriété socialiste d'Etat, est l'élément dirigeant dans l'économie nationale.

Du moment que la clique des renégats révisionnistes a usurpé le pouvoir dirigeant de l'économie socialiste, elle devait nécessairement transformer celle-ci en une économie capitaliste monopoliste d'Etat.

C'est que plus cette bourgeoisie bureaucratique monopoliste d'un type nouveau accapare de forces productives à travers la propriété d'Etat qui représente ses intérêts, plus elle peut, au nom de l'Etat, disposer de l'ensemble des richesses sociales. De cette façon, il est aisé de continuer à tromper le peuple travailleur en arborant l'enseigne de l'Etat et on peut faire de l'Etat un capitaliste collectif qui contrôle solidement dans sa propre main l'ensemble de l'économie nationale.

C'est pourquoi l'économie capitaliste en URSS a une particularité : le capitalisme monopoliste d'Etat domine tout, régente tout.

Cette situation est fort rare dans les pays impérialistes classiques.

Dans ces pays, bien que le capitalisme monopoliste d'Etat ait connu un développement relativement important, il n'en est pourtant pas encore au niveau atteint aujourd'hui en URSS. Précisément à cause de cela, la classe ouvrière et les larges masses de travailleurs en URSS subissent une exploitation et une oppression particulièrement sévères.

Lénine avait déjà noté :

« La propriété privée des moyens de production étant maintenue, cette monopolisation et cette étatisation croissantes de la production entraînent nécessairement une exploitation plus intense des masses laborieuses, une oppression plus pesante, la résistance aux exploiters devenant plus difficile ; elles renforcent la réaction et le despotisme militaire, en même temps qu'elles conduisent inéluctablement à une augmentation inouïe du profit des gros capitalistes aux dépens de toutes les autres couches de la population et qu'elles condamnent les masses laborieuses à verser aux capitalistes, pendant des dizaines d'années, un tribut sous la forme de milliards d'intérêts pour les emprunts. » (Lénine, La septième conférence de Russie du POSD(b)R)

A le lire aujourd'hui, comme ce passage de Lénine semble être l'analyse de l'économie capitaliste monopoliste d'Etat dans l'URSS révisionniste !

Le célèbre poète russe Nékrassov demandait déjà douloureusement, en s'en prenant à la sinistre domination tsariste : « En Russie, qui peut se sentir heureux et libre ? »

Aujourd'hui, en Russie, les glorieux enfants de la révolution d'Octobre subissent d'innombrables misères, privés qu'ils sont de bonheur et de liberté.

Or, la bourgeoisie bureaucratique monopoliste avec Brejnev à sa tête, trônant au-dessus du peuple, fait main basse sans aucun scrupule sur le trésor public, se livre à une débauche et à un luxe insolents, elle règne par la violence et la barbarie, elle a les pleins pouvoirs, et peut ainsi s'abreuver du sang et de la sueur du peuple soviétique.

Cette bourgeoisie, c'est la base de classe du social-impérialisme, c'est la « personnification » du capitalisme monopoliste d'Etat.

Les sociétés conjointes : forme fondamentale de l'organisation monopoliste en URSS

Les sociétés conjointes constituent une forme capitale de l'organisation du capitalisme monopoliste en URSS. Le chemin suivi par ces sociétés est quelque peu différent des organisations monopolistes dans les pays impérialistes capitalistes : essentiellement, elles s'appuient sur la force de coercition du pouvoir d'Etat et se constituent à partir de l'absorption de quantité de petites et moyennes entreprises par de grandes entreprises.

Les sociétés conjointes, organisations monopolistes, se développent très vite en URSS.

En 1961, il n'existait en URSS que 2 sociétés conjointes et dix ans après, en juin 1971, il y en avait 1400, détenant plus de 14000 entreprises, 7,7 millions d'ouvriers et employés. Près d'un tiers des entreprises industrielles et minières ont déjà été absorbées au sein de sociétés conjointes.

Au 24e congrès du parti révisionniste de l'URSS, en 1971, Brejnev clamait : « La directive sur l'établissement de sociétés et entreprises conjointes doit être appliquée avec encore plus de diligence — à l'avenir, elles devront constituer l'unité de compte économique de base de la production sociale. » Suivant les ordres et décrets de la clique dirigeante soviétique, les sociétés conjointes continuent, depuis 1971, à étendre leur sphère de domination et englobent rapidement

tous les secteurs de l'industrie nationale.

Ces sociétés conjointes soviétiques présentent les trois formes fondamentales suivantes :

- 1) L'entreprise absorbée « a perdu son indépendance et ses droits de personne morale », la société conjointe devient « l'unité de compte économique de base de la production sociale », elle a tous les droits vis-à-vis des entreprises qui dépendent d'elle.
- 2) L'entreprise absorbée a perdu quelques aspects de son indépendance juridique, elle « conserve une indépendance relative en tant qu'entreprise ».
- 3) L'entreprise absorbée « reste indépendante », mais elle doit se soumettre à la gestion d'une société conjointe.

Parmi ces trois genres de sociétés conjointes, c'est le premier que les révisionnistes soviétiques s'efforcent le plus de développer.

Il est calqué sur le modèle des entreprises capitalistes monopolistes occidentales et fondé en « utilisant » le plan systématique d'organisation des monopoles américains. Les révisionnistes soviétiques propagent que les sociétés conjointes « renferment les structures de l'avenir de l'industrie soviétique qui, comprimées, n'ont pas encore éclos » ; il s'agit d'un type « particulier soviétique de Konzern ».

Les sociétés conjointes s'occupent non seulement de production, mais aussi de fournir les matières premières et d'écouler les produits.

Ce qui diffère des entreprises capitalistes monopolistes d'Occident, c'est qu'en URSS elles sont encore plus intimement liées au pouvoir d'Etat.

La société conjointe est non seulement une unité de compte économique de base, mais elle possède aussi une partie du pouvoir qui, à l'origine, dépendait de la direction principale, voire même du département ministériel dans les domaines du plan, de la production, de l'approvisionnement et de la vente. [« Glavki » en russe, c'est-à-dire une subdivision des ministères industriels groupant administrativement et économiquement tous les trusts c'est-à-dire les établissements publics chargés de coordonner la marche d'usines identiques.]

Les sociétés conjointes régionales de grande envergure « sont non seulement des complexes de production, mais aussi des organes de gestion économique ». Entre les départements de l'économie, de l'administration et les sociétés conjointes, il n'existe aucun organe intermédiaire. Le directeur d'une société conjointe, tout comme chaque ministre et vice-ministre, compte parmi « le personnel dirigeant de l'économie nationale » soviétique : c'est un élément important de la bourgeoisie bureaucratique monopoliste dont Brejnev est le chef de file.

C'est pourquoi la société conjointe incarne l'unité entre les organes d'Etat et l'organisation monopoliste : c'est une forme importante du système de gestion du capitalisme monopoliste d'Etat.

En fait, mis à part cette organisation monopoliste des sociétés conjointes, les entreprises d'Etat soviétiques ont très tôt viré au capitalisme.

Dans les entreprises d'Etat révisionnistes, en URSS, les masses ouvrières ont été reléguées du rang de maîtres de l'entreprise à celui d'esclaves salariés de la bourgeoisie bureaucratique monopoliste.

Ce sont les représentants de la clique révisionniste dirigeante qui tiennent en main le pouvoir de direction dans les entreprises.

D'après la réglementation des « statuts des entreprises de production d'Etat socialistes », le directeur de l'entreprise contrôle « le pouvoir concernant les activités de production dans l'entreprise », il a pouvoir de fixer la quantité de personnel dans l'entreprise, il a pouvoir de « recruter et licencier le personnel et vis-à-vis des travailleurs de l'entreprise d'adopter des mesures d'encouragement et de sanction », il a pouvoir de fixer salaires et primes du personnel, il a pouvoir de vendre, de céder ou de louer les moyens de production de l'entreprise, etc.

En somme, même sans les sociétés conjointes, les administrateurs, directeurs d'usine délégués par la clique révisionniste dirigeante sont les maîtres omnipotents des entreprises d'Etat alors que les larges masses d'ouvriers sont devenus les esclaves salariés de cette bourgeoisie bureaucratique monopoliste.

Aujourd'hui, après l'apparition de cette organisation monopoliste des sociétés conjointes, la bourgeoisie bureaucratique monopoliste a pu encore renforcer son contrôle sur les circuits économiques de l'Etat soviétique.

Cette nouvelle grande bourgeoisie utilise l'appareil d'Etat et les sociétés conjointes qu'elle a en main, emprunte abusivement l'étiquette de l'Etat et, grâce à des moyens comme les impôts et les profits, fait main basse sur les fruits du travail des ouvriers soviétiques. Elle satisfait ainsi les gaspillages dispendieux d'une poignée de bourgeois, réprime le peuple soviétique à l'intérieur et applique à l'extérieur une politique sociale-impérialiste d'agression et d'expansion.

La clique de renégats de Brejnev, en même temps qu'elle développait le plus possible l'organisation monopoliste dans les entreprises industrielles et minières, développait aussi toutes sortes d'organisations monopolistes dans l'agriculture :

- 1) Des trusts agricoles, organisations conjointes de fermes d'Etat spécialisées, comme le trust volailler, le trust d'élevage, le trust des légumes, etc.
- 2) Des sociétés conjointes agricoles, organisations conjointes de quelques fermes d'Etat (sovkhozes), de quelques fermes collectives (kolkhozes) ou de fermes d'Etat et de fermes collectives.
- 3) Des complexes unifiés agriculture-industrie aussi appelés entreprises conjointes agriculture—industrie, entreprises conjointes où des entreprises agricoles s'occupent directement des usines de transformation des produits agricoles.

Grâce à ces organisations monopolistes dans l'agriculture, la bourgeoisie bureaucratique monopoliste a renforcé sa mainmise et son pillage sur les campagnes soviétiques. « L'expérience de Chtchekino » : modèle du système sanguinaire des entreprises monopolistes révisionnistes en URSS.

Dans l'URSS révisionniste, cette nouvelle bourgeoisie bureaucratique monopoliste a monopolisé les circuits de l'économie nationale, restauré complètement le système du travail salarié capitaliste, renforcé l'exploitation et l'oppression du peuple travailleur.

La soi-disant « expérience de Chtchekino » commencée en 1967 est la meilleure preuve de la renaissance totale en URSS du travail salarié.

Chtchekino est un combinat chimique dans la banlieue de Moscou avec plus de 7000 employés et ouvriers, produisant des engrais et autres produits chimiques. En août 1967, conformément aux besoins de la bourgeoisie bureaucratique monopoliste, a commencé la soi-disant « expérience économique pour renforcer l'attention du personnel sur l'augmentation de la production, pour élever la productivité du travail et réduire le personnel ».

A travers des mesures comme le cumul de postes, la concentration de travaux différents, l'élargissement des tâches, etc., cette « expérience » n'a cessé d'accroître l'intensité du travail des ouvriers et a atteint son but de réduction du personnel et d'élévation de la productivité du travail. En même temps on a stipulé que le montant global des salaires et des primes dans l'entreprise ne variait pas sur plusieurs années, aussi salaires et primes économisés par la réduction de personnel reviennent en grande partie à la disposition d'une poignée de privilégiés dans l'entreprise.

Cette « expérience » a été chantée par Brejnev comme « un modèle parfait de rémunération » et elle a été élargie à l'ensemble de l'URSS.

Le cœur de cette « expérience de Chtchekino », c'est « l'élévation de la productivité du travail par la réduction du nombre des employés », l'entreprise pouvant ainsi « mettre en œuvre son potentiel ». Comment donc élever la productivité du travail ? « L'expérience de Chtchekino » prouve qu'on peut atteindre ce but en élevant l'intensité du travail des ouvriers. D'après des statistiques de juin 1971, le combinat chimique de Chtchekino a réduit en tout son personnel de plus d'un millier d'ouvriers, soit plus d'1/7 de l'ensemble du personnel, depuis qu'il pratique cette « expérience ».

Parmi eux, la réduction de personnel du fait de l'élévation du niveau de l'automatisation et de l'allègement des travaux pénibles représente 68 ouvriers, soit 6%.

Par contre, plus de 90 % des ouvriers victimes de la réduction ont tous été chassés de l'usine du fait de l'élévation de l'intensité du travail des ouvriers en poste.

Marx indique :

« Tout le système de la production capitaliste vise à prolonger ce travail gratuit par l'extension de la journée de travail ou par le développement de la productivité, c'est-à-dire par une plus grande tension de la force de travail, etc. » (Karl Marx, Critique du programme de Gotha)

A l'époque de l'impérialisme, l'extorsion du travail gratuit des ouvriers par le capital monopoliste a centuplé.

Dans les pays impérialistes capitalistes classiques, le capital-monopoliste utilise le « taylorisme » et autres « méthodes scientifiques de gestion » pour contraindre les ouvriers à élever au maximum

l'intensité du travail et accroître l'extorsion de plus-value.

« L'expérience de Chtchekino » que la clique des renégats soviétiques élargit au maximum, c'est la réédition du taylorisme, dénoncé fermement par Lénine comme « système sanguinaire ».

Son but est contraindre les ouvriers soviétiques à accepter qu'un seul fasse le travail de plusieurs, d'extorquer sauvagement sur le dos des ouvriers soviétiques encore plus de surtravail, encore davantage de plus-value.

En juillet 1971, les 121 entreprises qui appliquaient « l'expérience de Chtchekino » avaient déjà réduit leur personnel de 65 000 personnes.

Aujourd'hui, une armée de chômeurs est née en URSS. Ce système économique qu'est le capitalisme monopoliste d'Etat, dans l'URSS révisionniste, a déjà poussé au plus haut point les rapports entre capital et travail salarié.

Il a déjà suscité et continuera à l'avenir de susciter la résistance acharnée de la classe ouvrière et du peuple travailleur de l'URSS. Les « relations internationales de type nouveau » de l'URSS : un autre nom du néo-colonialisme.

L'intégration économique : principale mesure néo-colonialiste des révisionnistes soviétiques

En même temps qu'il accentue l'exploitation du peuple à l'intérieur, le capital monopoliste visant à accaparer des superprofits doit nécessairement chercher l'expansion à l'extérieur ; grâce à l'exportation de capitaux et à une politique colonialiste, il pille et asservit les peuples d'autres pays. Bien évidemment, le capitalisme monopoliste d'Etat, dans l'URSS révisionniste, ne peut pas, lui non plus, se contenter de l'exploitation des masses paysannes et ouvrières soviétiques : il doit nécessairement étendre ses griffes à l'extérieur. Les premiers pays menacés, ce sont les « pays frères », de cette « grande communauté socialiste ».

La clique des renégats de Brejnev a enrôlé plusieurs pays d'Europe de l'Est et la Mongolie dans la soi-disant « grande communauté socialiste ».

En paroles, on prétend que les rapports entre l'URSS et les « pays frères » à l'intérieur de cette grande famille constituent « le nouveau type de relations internationales socialistes » ; en réalité, ce qu'on y voit pratiquer, ce sont absolument les rapports chat-souris qui existent entre métropole impérialiste et colonies.

C'est avec les méthodes les plus sauvages, les plus féroces que les Soviétiques aggravent leur mainmise sur ces pays. Sur le plan militaire, grâce au « Pacte de Varsovie » et à des accords bilatéraux, ils font stationner un grand nombre de troupes dans certains pays, au point d'envoyer au grand jour des centaines de milliers d'hommes occuper la Tchécoslovaquie.

Sur le plan politique, grâce à la corruption, à la subversion, ils en arrivent même à créer des gouvernements fantoches directement à coups de sabre.

Sur la plan économique, grâce à leur instrument du « Conseil pour l'assistance économique

« réciproque » (COMECON), ils mettent en application les soi-disant « intégration économique », « division internationale du travail » et autre « spécialisation de la production » : vis-à-vis de certains pays d'Europe de l'Est et de la Mongolie, ils pratiquent une domination néo-colonialiste et une exploitation effrayante.

« L'intégration économique », appliquée par le social-impérialisme soviétique, a pour but de désarticuler les systèmes économiques nationaux des pays membres du COMECON, d'y créer des économies coloniales qui connaissent un développement unilatéral monstrueux, de tenter d'« intégrer » totalement en direction de l'URSS sociale-impérialiste le territoire, la population et les ressources de ces pays. Pour l'URSS, la « division internationale du travail » et la « spécialisation de la production » sont subordonnées à la réalisation de ce but qu'est l'« intégration économique » et sont à son service.

La première des méthodes soviétiques pour asservir les « pays frères » au nom de l'« intégration économique » est de saboter l'industrie traitant les combustibles et matières premières dans les pays du COMECON et de faire de ces industries le grand monopole de l'URSS.

D'après les statistiques officielles du COMECON et de l'URSS, entre 1966 et 1970, les proportions des 5 principales importations de combustibles et de matières premières en provenance d'URSS vers la Bulgarie, la Hongrie, la RDA, la Pologne et la Tchécoslovaquie sont les suivantes : 93 % du pétrole, 61, % du charbon, 86,9 % du minerai de fer, 97,5 % de la fonte, 64,3 % du coton brut.

En monopolisant largement la fourniture de combustibles et de matières premières de ces pays membres du COMECON, l'URSS les a pris à la gorge.

La seconde méthode est de contraindre les pays du COMECON à développer unilatéralement les produits et les productions dont l'URSS a besoin.

La Pologne est ainsi obligée de développer l'industrie navale dont l'URSS a besoin, la Tchécoslovaquie est contrainte de se spécialiser dans le matériel ferroviaire pour l'URSS, la RDA doit développer l'industrie de machines d'extraction minière, fabriquant pour l'URSS les équipements dans ce domaine, la Bulgarie est forcée de développer les productions de légumes et de fruits dont l'URSS a besoin, la Mongolie doit développer unilatéralement son élevage pour fournir l'URSS en viande. Les « pays frères » se transforment ainsi en usines de transformation, en vergers et potagers, en parcs d'élevage soumis à l'URSS.

Afin d'accélérer cette « intégration économique » et contrôler encore plus efficacement les pays membres du COMECON, l'URSS a mis en place tout un lot d'« organismes supra- nationaux » comme « l'organisation de coopération internationale pour l'industrie métallurgique », « l'organisation de coopération internationale pour l'industrie chimique », « la banque internationale d'investissements », etc.

Ces « organismes supra-nationaux » sont en fait des organisations monopolistes internationales contrôlées par le capitalisme monopoliste d'Etat soviétique. Grâce à eux, les secteurs névralgiques de l'économie nationale de chaque membre du COMECON sont entre les mains des révisionnistes soviétiques.

L'URSS a pris les « pays frères » à la gorge et contraint l'économie de ces pays à s'hypertrophier monstrueusement, selon ses propres besoins.

Cela rend possible un commerce de pillage sur la base de la domination monopoliste et coloniale.

L'URSS occupe une place d'absolue prépondérance dans le commerce extérieur des pays membres du COMECON. D'après des revues soviétiques et d'autres sources d'information, en 1970, les échanges avec l'URSS représentaient 80 % du commerce extérieur global en Mongolie, plus de 50 % en Bulgarie, environ 40 % en RDA et environ 1/3 en Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie. Dans le commerce extérieur, l'URSS utilise sa position hégémonique vis-à-vis de ces pays pour se livrer à des échanges à valeur inégale et à une cruelle exploitation.

L'URSS échange une bicyclette contre 4 chevaux mongols, un mouton en peluche contre un vrai mouton mongol. Le prix des voitures électriques importées de Tchécoslovaquie par l'URSS est inférieur de 2/5 à celui qu'elle paie à l'Allemagne de l'Ouest, alors qu'elle vend 2 fois plus cher son minerai de fer à la Tchécoslovaquie qu'à l'Allemagne de l'Ouest.

L'URSS vend des réacteurs atomiques à certains pays d'Europe de l'Est : leur prix est de 4 fois supérieur à celui du marché mondial.

L'ancien responsable du Comité du plan en RDA se plaignait de ce que son pays subissait chaque année l'énorme perte de 2 milliards de marks, dans son commerce avec l'URSS.

Le social-impérialisme soviétique, tout comme l'impérialisme capitaliste classique, se livre au nom de la « coopération » à l'exportation des capitaux dans certains pays d'Europe de l'Est et en Mongolie.

Début 1971, l'URSS avait exporté en tout vers la Bulgarie pour 2150 millions de roubles de capitaux, sous la dénomination de « prêts » à long terme.

Grâce à ces exportations de capitaux, l'URSS empêche des intérêts et contrôle l'orientation suivie par ces pays dans leur édification.

En même temps, elle peut, grâce à l'exportation de marchandises qui en résulte, écouler au prix fort quantité de produits et de matériel stockés, empochant ainsi des superprofits monopolistes.

Parallèlement à l'exportation de capitaux, l'URSS utilise sa position hégémonique dans l'« intégration économique » sous prétexte que chaque pays du COMECON augmentait sans cesse ses importations en matières premières venant de l'URSS ; elle contraint certains pays à construire des usines au bénéfice de l'URSS, à mettre en exploitation pour elle des gisements miniers en déboursant capitaux et force de travail. Voilà qui est pur pillage.

Par exemple, en 1966, la Tchécoslovaquie dut fournir à l'URSS un prêt spécial de 500 millions de roubles sous forme de fourniture en tubes d'acier et en équipement pétrolier pour mettre en exploitation le champ pétrolifère de Tioumen. En 1968, la Tchécoslovaquie dut à nouveau fournir quantité de camions et de tuyaux de gros calibre pour la construction d'un gazoduc en Sibérie.

Les révisionnistes sont allés jusqu'à réquisitionner quantité de main-d'œuvre en Bulgarie pour l'envoyer en URSS même s'occuper des travaux pénibles, exploitant ainsi directement leur

surtravail.

Lénine a déjà condamné le tsarisme qui « baserait ses rapports avec ses voisins... sur le principe féodal des privilèges ». (Lénine : « De la fierté nationale des Grands-Russes »). Aujourd'hui, l'URSS dans chacun de ses actes à l'égard des pays voisins est encore pire que le tsarisme.

La « division internationale du travail » et la « spécialisation de la production » qui sont au service de l'« intégration économique » des révisionnistes soviétiques sont de même nature que la « division du travail » entre métropole et colonies que prônaient autrefois les militaristes japonais en claironnant « un Japon industriel et une Chine agricole ».

La « grande communauté socialiste » des révisionnistes soviétiques, c'est le « nouvel ordre européen » de l'Allemagne hitlérienne et la « grande aire de prospérité asiatique » du militarisme japonais.

C'est simplement un synonyme des zones d'influence impérialistes, un point c'est tout.

Au nom de la « coopération », mise en place d'une politique d'expansion colonialiste vers les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine

Puisque l'URSS s'est transformée en Etat social-impérialiste, elle est donc nécessairement soumise aux lois de l'impérialisme.

Bien sûr elle ne peut pas se satisfaire des limites de la « grande communauté socialiste » pour pratiquer sa domination colonialiste et doit nécessairement accaparer, dans les vastes régions du globe, encore plus de marchés pour écouler ses marchandises, encore plus de sources de matières premières et de zones d'investissements.

L'objectif de l'expansionnisme colonialiste des révisionnistes soviétiques, ce sont les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine où les ressources sont abondantes et l'économie attardée.

La clique des renégats soviétiques prétend en paroles qu'elle apporte une « aide » à ces pays, mais en fait, sous l'enseigne de l'« aide » elle s'efforce d'amener certains pays de ces régions dans sa propre sphère d'influence et dispute à l'impérialisme américain la zone intermédiaire.

L'« aide soviétique », c'est l'outil qui permet de pénétrer totalement le pays « assisté », car elle est assortie de conditions politique et économique très rigoureuses.

Il s'agit essentiellement d'« aide militaire », à savoir l'écoulement de matériel militaire démodé et à partir de là de contrôler le pays « assisté » et de s'ingérer dans les domaines militaire, politique et économique.

Chaque année l'« aide » consentie par l'URSS dans ces régions atteint un milliard de roubles, 30 % en « aide économique » et 70 % en « aide militaire ». Les zones importantes sont avant tout le Moyen-Orient et la région du Golfe persique, ensuite vient le sous-continent sud-asiatique.

Le Moyen-Orient et la région du Golfe persique ont une grande importance stratégique, de plus le pétrole y est abondant. L'URSS s'efforce par son « aide » d'y établir des bases navales et aériennes,

de contrôler la prospection, l'exploitation, le raffinage et le transport du pétrole d'un grand nombre de pays de ces régions, de monopoliser les achats de pétrole. Le sous-continent sud-asiatique revêt non seulement une grande importance stratégique mais il est aussi très riche en ressources humaines et matérielles.

Grâce à des exportations d'armements, de capitaux et à un commerce inégal, l'URSS fait main basse sur ces ressources, s'ingère dans les affaires intérieures des pays de cette région et accapare en douce des bases militaires.

Dans le sous-continent sud-asiatique, l'Inde est le principal bénéficiaire de l'« aide » soviétique : une très grande partie des circuits de son économie est désormais sous le contrôle des révisionnistes soviétiques.

Fin 1970, les entreprises que l'URSS avait « aidées » à construire contrôlaient la production industrielle du pays dans les proportions suivantes : 30 % de l'acier, 60 % du pétrole raffiné, 85 % de la mécanique lourde, 20 % de la production d'électricité, 30 % des produits pétroliers, 60 % du matériel électrique.

Dans les travaux où l'URSS apporte son « aide », elle ne se contente pas d'accaparer les plans du projet et d'exercer un pouvoir absolu durant la construction de l'usine, elle s'arrange aussi pour qu'après la mise en service, l'Inde ne puisse pas se dégager de sa dépendance vis-à-vis d'elle.

Dans les domaines de la réparation des équipements, des fournitures de pièces et de matériel, des fournitures en matières premières essentielles, etc., il faut encore s'appuyer sur les révisionnistes soviétiques.

En outre, par le biais de la clause selon laquelle son « aide » doit être remboursée par l'Inde en nature, l'URSS régente encore mieux la production de l'Inde entière.

En Inde, plusieurs usines de chaussures, de vêtements, de colorants, de cuir, d'ampoules électriques, etc., ont été établies suivant les besoins soviétiques.

Les produits de ces usines ne sont pas destinés à l'Inde elle-même mais à l'URSS comme remboursement des dettes. C'est ainsi que sous couvert d'« aide », les révisionnistes soviétiques utilisent les matières premières et la main-d'œuvre bon marché de l'Inde et transforment ce pays en leur usine de transformation annexe.

La presse indienne s'en désolait ainsi : « L'Inde, c'est l'œuf qui a coup sûr tombe dans la corbeille russe ».

La clique des renégats soviétiques se vante de ce que c'est seulement en s'appuyant sur son « aide », en pratiquant une « division internationale du travail » avec elle, que les pays en voie de développement « pourront sans encombre atteindre une véritable indépendance politique et économique, et s'opposer au pouvoir arbitraire de l'impérialisme ».

Voilà vraiment un gigantesque mensonge.

Les révisionnistes soviétiques eux-mêmes sont obligés d'avouer que la division du travail entre l'URSS et les pays en voie de développement « s'est constituée sous l'influence relativement forte

d'une division antérieure des tâches », et que sa particularité, c'est que « des produits industriels, surtout des machines sont échangés contre des matières premières, produits tropicaux, combustibles, etc ».

5 % du caoutchouc, importé en URSS, 2 % du coton sont arrachés aux régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Le pétrole du Moyen-Orient, le cuivre chilien, l'étain bolivien, la viande de l'Est africain, l'uranium somalien, voilà contre quoi l'URSS échange de vieilles machines démodées. Est-ce que cette « division internationale du travail » entre une « URSS industrielle et une Asie, une Afrique et une Amérique latine agricoles » n'est pas la division du travail typique entre métropole et colonies ?

La clique des renégats soviétiques se vante de ce que le taux d'intérêt de ses prêts n'est que de 2,5 % par an, ce qui est inférieur à celui pratiqué par l'impérialisme classique, preuve qu'il s'agit bien d'une « aide désintéressée ».

En fait, le prêt soviétique, c'est de l'usure camouflée : le taux usuraire est caché dans le prix fort des marchandises fournies. Dans les prêts accordés par l'URSS aux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, il est stipulé qu'ils doivent servir à acheter des marchandises soviétiques.

Pour l'essentiel, ces marchandises sont des armes démodées, des équipements archaïques et des produits stockés. Non seulement ils présentent retard technique et mauvaise qualité, mais leurs prix sont anormalement élevés, supérieurs de 20 à 30 % à ceux du cours mondial (certains sont même deux fois plus élevés).

En outre, le social-impérialisme soviétique profite souvent de sa position de créancier pour obliger au remboursement et décider brutalement que le pays débiteur doit rembourser ses dettes en fournissant à l'URSS certaines matières premières.

D'après la presse, un pays du Moyen-Orient doit, suivant les accords, rembourser tout son endettement et son déficit commercial vis-à-vis de l'URSS avec son pétrole, et ce entre 1973 et 1980 ; par ailleurs le prix de ce pétrole doit être inférieur de 20 % à celui du cours mondial.

Cette « aide désintéressée » n'est en fait qu'une féroce exploitation.

La clique des renégats soviétiques prétend en paroles qu'elle « soutient totalement » la lutte révolutionnaire des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

En réalité, pour pratiquer le néo-colonialisme, les révisionnistes soviétiques sont de mèche avec toutes les forces les plus réactionnaires dans le monde, sabotant ainsi la lutte révolutionnaire de ces peuples.

Ils envoient argent et armes pour aider les réactionnaires de tous les pays à massacrer les révolutionnaires.

Ils se livrent à des activités de subversion dans quantité de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, ils soutiennent par mille moyens les réactionnaires de tous les pays pour éteindre les flammes de la lutte armée des peuples de ces pays, ils répriment les mouvements de libération nationaux et se font les gendarmes du monde.

Le social-impérialisme soviétique, c'est la veille de la seconde révolution d'octobre

Parasitisme et pourrissement extrêmes du social-impérialisme soviétique

Le social-impérialisme soviétique, c'est le capitalisme monopoliste.

Il a la férocité d'une bête sauvage, exploite et opprime cruellement le peuple travailleur d'URSS, pille et asservit impitoyablement les peuples des autres pays, en particulier ceux d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, ce qui n'a rien à envier à l'impérialisme capitaliste classique.

De ce point de vue-là, c'est un vrai tigre, il faut tenir sérieusement compte de lui. Mais, comme tous les impérialismes, le social-impérialisme soviétique est en même temps un tigre en papier.

Du fait que tout capitalisme monopoliste est nécessairement à la fois pourrissant et parasitaire, c'est un capitalisme agonisant. Le capitalisme monopoliste d'Etat en URSS ne fait pas exception. Que ce soit dans les domaines économique ou politique, le social-impérialisme soviétique laisse apparaître de toutes parts ses caractéristiques de parasitisme et de pourrissement extrêmes ; le jour où le peuple soviétique et les peuples du monde le mettront au musée de l'histoire n'est plus très loin.

L'extrême pourrissement du social-impérialisme soviétique se manifeste en premier lieu dans la stagnation du développement économique.

Les rapports de production du capitalisme monopoliste d'Etat en URSS bloquent sérieusement le développement des forces productives sociales.

Quand l'URSS était un pays socialiste, la production industrielle se développait considérablement, au rythme élevé de 17,4 % en moyenne par an, entre 1929 et 1938.

Lorsque le social-impérialisme soviétique eut fait son apparition, la production industrielle entre 1961 et 1970 a vu son rythme moyen d'accroissement s'effondrer à 8,6 % par an ; en 1971, il était de 7,7 % et en 1972, il continuait à tomber à moins de 7 %.

Sous la domination de la clique des renégats Khrouchtchev-Brejnev, la situation de la production agricole soviétique est encore plus désastreuse, provoquant à de nombreuses reprises de graves crises dans l'agriculture au point de ne pas pouvoir éviter l'importation d'une grande quantité de céréales des USA, du Canada et d'Australie.

Du fait du déclin de l'industrie, de l'effondrement de l'agriculture, de la réduction de l'élevage, de l'inflation, de la pénurie de marchandises sur le marché, des problèmes d'approvisionnement, le peuple travailleur vit de plus en plus difficilement.

L'extrême pourrissement du social-impérialisme soviétique se manifeste encore dans le fait qu'il investit une énorme quantité de forces humaines et matérielles dans les préparatifs de guerre.

Pour mener agression et expansion à l'extérieur, la bourgeoisie bureaucratique monopoliste dont la clique de renégats de Brejnev est la représentante doit nécessairement appliquer la politique

hitlérienne « Des canons, pas de beurre », pratiquant en grand la militarisation de l'économie nationale.

D'après certaines estimations, les dépenses militaires de l'URSS seraient de 3 à 4 fois supérieures aux chiffres reconnus officiellement : depuis les années 70, les dépenses militaires annuelles atteignent environ 80 milliards de dollars, soit plus de 30 % des dépenses budgétaires de l'Etat. Pour disputer l'hégémonie maritime, l'URSS a formidablement élargi sa flotte de guerre : les dépenses militaires pour la construction navale s'accroissent d'année en année.

D'après certaines estimations, dans les années 60, les dépenses de l'URSS dans ce domaine étaient en moyenne de 2 milliards de dollars par an, alors qu'en 1970 elles atteignaient 3 milliards de dollars, soit 900 millions de dollars de plus que les USA la même année.

Une grande quantité de richesses sociales n'est pas utilisée pour la reproduction élargie ou pour améliorer la vie du peuple, elle est utilisée au service des préparatifs de guerre du social-impérialisme, de sa politique extérieure d'agression et d'expansion : voilà bien là une manifestation sensible du pourrissement du social-impérialisme.

Celui-ci se manifeste encore dans sa politique réactionnaire sur toute la ligne et une grave dépravation de la vie sociale. Le président Mao a indiqué :

« En URSS aujourd'hui, c'est la dictature de la bourgeoisie, la dictature de la grande bourgeoisie, c'est une dictature de type fasciste allemand, une dictature hitlérienne ». (Extrait d'un entretien du 11 mai 1964, cité d'après le « Quotidien du Peuple » du 22 avril 1970)

Cette thèse du président Mao a parfaitement dévoilé la nature de classe et l'origine sociale du social-impérialisme soviétique, elle a souligné sa nature fasciste et démasqué ce mensonge des renégats soviétiques sur « l'Etat du peuple tout entier ». Depuis leur arrivée au pouvoir, les révisionnistes soviétiques ont frénétiquement renforcé les rouages de leur dictature fasciste.

Non seulement ils ont équipé les organes de police et d'espionnage avec les dernières méthodes techniques et scientifiques pour renforcer leur répression sur le peuple, mais ils établissent aussi sur une large échelle des organisations spéciales dans les usines, les coopératives agricoles, les administrations, les associations, pour contrôler étroitement les masses populaires.

L'URSS d'aujourd'hui est totalement étouffée sous la terreur blanche.

Il suffit que quelqu'un exprime clairement son mécontentement vis-à-vis de la bande à Brejnev, qu'il ose résister pour qu'il se retrouve surveillé, épié, traduit en justice ou envoyé dans un « hôpital psychiatrique », pour qu'il se voit chargé du crime de « calomnies sur l'Etat soviétique et sabotage de l'ordre social » et enfermé dans des camps de concentration ou des prisons.

Hormis la violence pure, pour réprimer le peuple, la clique de renégats de Brejnev utilise aussi les méthodes douces pour assassiner : elle a transplanté chez elle la culture, les arts et le mode de vie dissolu les plus pourris des pays impérialistes classiques pour empoisonner le peuple soviétique. Les choses les plus attardées, les plus réactionnaires et les plus pourries de toutes les idéologies au monde trouvent un terrain favorable dans l'URSS social-impérialiste.

Le parasitisme et le pourrissement extrêmes du social-impérialisme soviétique se manifestent encore dans le fait que cette bourgeoisie bureaucratique monopoliste accapare ses revenus de plusieurs dizaines voire de plus de cent fois supérieurs à ceux des simples ouvriers et paysans.

Or si cette bourgeoisie coule une vie dissolue de parasite, c'est non seulement grâce à des salaires, des primes élevés et d'innombrables indemnités individuelles, mais aussi par la fraude, la corruption et la concussion, l'accaparement du bien public, grâce à son pouvoir économique et politique. Il existe une aristocratie intellectuelle révisionniste intimement liée à la bourgeoisie bureaucratique monopoliste.

Cette aristocratie intellectuelle, ce sont les intellectuels de la bourgeoisie bureaucratique monopoliste, à son service dans le domaine de l'idéologie et qui, comme cette bourgeoisie, mène la même vie dissolue de parasite.

Cholokhov, auteur décadent qui répand peur de la guerre et pacifisme bourgeois, est devenu richissime : il a voiture privée mais aussi avion privé et quant à son compte en banque, lui-même en ignore la montant exact !

En somme, en URSS, dans chacun des domaines économique, politique ou culturel, règne l'atmosphère pestilentielle d'une société pourrie. Ce régime social, tel le parasite qui vit sur un tas de fumier reste sans force propre.

Une nouvelle période historique a d'ores et déjà commencé, celle de la lutte contre l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique.

A l'intérieur le social-impérialisme soviétique opprime et exploite sauvagement le peuple travailleur soviétique, à l'extérieur il pratique une domination coloniale féroce sur les pays de la « grande communauté socialiste » et partout dans le monde il cherche agression et expansion.

Voilà pourquoi, sur le plan intérieur comme sur le plan international, toutes les contradictions auxquelles il doit faire face ne peuvent que s'aiguïser de jour en jour.

Là où il y a oppression, il y a résistance.

Oppression et exploitation du peuple soviétique par la bourgeoisie bureaucratique monopoliste se heurtent nécessairement à la résistance de ce peuple : les contradictions entre ce dernier et cette bourgeoisie s'aiguïsent de jour en jour.

Les formes que revêt cette résistance sont multiples. Les ouvriers de beaucoup d'endroits manifestent leur mécontentement et leur résistance à la clique dominante par le sabotage de la production, l'absentéisme ou la grève. Dans de nombreux endroits, les masses révolutionnaires ont à plusieurs reprises manifesté dans des défilés de protestation contre la dictature fasciste des autorités soviétiques.

Partout en URSS, on édite souvent des revues clandestines, on diffuse toutes sortes de tracts, en protestant contre la domination réactionnaire de la clique des renégats révisionnistes, en dévoilant les méfaits de la couche privilégiée.

Les enfants héroïques d'Octobre ne peuvent absolument pas se soumettre devant la domination

réactionnaire des nouveaux tsars. Sous la sinistre domination tsariste, Lénine écrivait déjà, plein de confiance : « Le prolétariat de Russie n'a reculé devant aucun sacrifice pour délivrer l'humanité de cette honte que la monarchie tsariste. » (Lénine : « La guerre et la social-démocratie russe »)

Aujourd'hui, le prolétariat, le peuple travailleur et les intellectuels révolutionnaires en URSS répondront sûrement à l'appel de Lénine pour renverser les nouveaux tsars et rétablir la dictature du prolétariat.

Par ailleurs, les Etats et les peuples qui subissent les persécutions du néo-colonialisme soviétique voient s'aggraver sans cesse leurs contradictions avec le social-impérialisme. L'URSS pratique sa politique néo-colonialiste de « l'intégration économique » et asservit, pille ainsi certains pays d'Europe de l'Est ou la Mongolie.

Voilà qui accélère le développement de la lutte de ces pays contre le pillage et la mainmise. L'URSS a insolentement envoyé ses soldats occuper la Tchécoslovaquie, ouvrant mieux encore les yeux des peuples des pays d'Europe de l'Est et de Mongolie et renforçant leur lutte contre le social-impérialisme soviétique.

Aujourd'hui, l'Europe de l'Est tel un baril de poudre devra bien un jour exploser. Que les chars soviétiques soient entrés à Prague, voilà qui, loin de représenter la force du social-impérialisme, est au contraire le signe que son empire néo-colonial commence à s'effondrer.

L'URSS arbore le drapeau de « l'aide » pour s'infiltrer piller et agresser les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et se place ainsi dans le camp opposé des peuples de ces pays. La main diabolique du social-impérialisme soviétique est arrivée jusqu'à certains pays riverains de la Méditerranée et de l'Océan indien : il établit là-bas des bases militaires, s'approprie le droit d'usage des ports, contrôle et s'immisce dans les politiques intérieure comme extérieure de tous ces pays. Les chalutiers soviétiques de haute mer sont partout, pillant et détruisant les réserves en poisson d'autres pays, violant la souveraineté maritime.

Les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine apprennent de jour en jour à voir clair sur la nature réactionnaire du social-impérialisme soviétique.

Ils ont sévèrement indiqué que les renégats soviétiques n'étaient que « des traîtres aux peuples révolutionnaires du monde », « des néo-colonialistes », « des ennemis publics des peuples du monde ».

Les Etats et les peuples qui subissent agression, contrôle, ingérence et vexation de la part du révisionnisme soviétique et de l'impérialisme américain sont en train de s'unir et entament victorieusement une lutte anti-impérialiste et anticolonialiste, et surtout une lutte contre les deux super-puissances atomiques.

En troisième lieu, le social-impérialisme soviétique se livre à l'extérieur à de frénétiques agressions et expansions, il fourre sa main partout, dispute les marchés, les réserves de matières premières ou les marchés d'investissement.

Aussi les contradictions inter-impérialistes et en particulier celles entre les deux super-puissances atomiques, URSS et USA, qui toutes deux rêvent de régenter le monde, s'aiguisent-elles comme

jamais auparavant.

Aujourd'hui, la course à l'hégémonie des deux superpuissances atomiques est principale. Le point stratégique de leur rivalité est l'Europe.

Du fait que l'Europe est une région vitale du monde capitaliste, c'est un lieu que les deux superpuissances doivent se disputer. L'Occident a toujours imaginé pouvoir pousser le social-impérialisme soviétique vers l'Est et détourner ce fléau sur la Chine.

Mais la Chine est coriace et depuis plusieurs années tout le monde s'y est cassé les dents.

Aujourd'hui, les révisionnistes soviétiques font du bruit à l'est pour frapper à l'ouest et redoublent d'efforts pour disputer l'Europe. 2/3 des forces militaires soviétiques de terre et de l'air sont basées à l'ouest de l'Oural.

Depuis ces dix dernières années, la flotte de guerre soviétique s'est enflée de façon spectaculaire : en 1970, plus de 200 bâtiments étaient lancés. Partout sur les mers importantes, on assiste à de grandes manœuvres de caractère planétaire qui lui permettent de vanter sa puissance navale et d'intensifier son expansion en Méditerranée, dans l'Océan indien et partout où sa patte peut se fourrer.

La rivalité URSS-USA est la source de l'insécurité dans le monde.

Cette rivalité pour l'hégémonie mondiale se voit de plus en plus confrontée à la résistance acharnée du Tiers-Monde et provoque en même temps le mécontentement du Japon et des pays occidentaux.

Enchevêtrements de difficultés intérieures et extérieures, jours de plus en plus difficiles des deux superpuissances, c'est qu'en fait « la fleur se fane irrémédiablement ».

L'impérialisme, c'est l'agression, c'est la guerre.

Le social-impérialisme soviétique cantonne des troupes à la frontière chinoise, rêvant de faire de la Chine sa colonie. Nous devons observer l'enseignement du président Mao : « se préparer en prévision d'une guerre et de calamités naturelles, et tout faire dans l'intérêt du peuple », il nous faut accroître notre préparation en prévision d'une guerre pour repousser l'envahisseur, rester vigilants face au déclenchement d'une guerre mondiale impérialiste et surtout vigilants face à une attaque surprise de l'URSS sociale-impérialiste : nous anéantirons résolument et complètement tout ennemi qui oserait nous envahir !

Le président Mao a souligné :

« Le révisionnisme soviétique et l'impérialisme américain ont commis dans leur collusion tant de méfaits et d'infamies que les peuples révolutionnaires du monde ne les laisseront pas impunis. Les peuples du monde se dressent. Une nouvelle période historique a d'ores et déjà commencé, celle de la lutte contre l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique. » (Cité dans le « Quotidien du Peuple » du 28 avril 1966).

Dans sa lutte contre l'hégémonisme et la politique arbitraire des deux super-puissances, le Tiers-Monde prend conscience et se renforce.

C'est un grand événement dans les relations internationales aujourd'hui.

La situation dans le monde est actuellement caractérisée par de « grands bouleversements sous le ciel ».

« A l'approche de la tempête, le vent emplit le pavillon ». C'est la manifestation actuelle des contradictions fondamentales mondiales analysées par Lénine.

Les pays qui subissent agression, subversion, ingérence, contrôle ou vexation de l'impérialisme sont de plus en plus unis et constituent le plus large front uni, accentuant leur lutte contre l'impérialisme, le néo-colonialisme ou le colonialisme classique, et surtout contre l'hégémonisme des deux super-puissances, USA et URSS.

Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution, c'est déjà un courant irrésistible de l'histoire. Ce formidable courant de l'histoire emportera les deux super-puissances.

A la veille de la victoire dans la guerre de résistance contre le Japon, le président Mao prédisait :

« Le monde prendra la voie du progrès et non celle de la réaction.

Nous devons, bien entendu, garder toute notre vigilance et savoir que le cours des événements peut comporter temporairement des détours, parfois fort dangereux. Dans de nombreux Etats, les forces de la réaction sont encore puissantes, elles ne veulent pas que le peuple de leurs propres pays et celui des autres s'unissent, progressent et se libèrent. Qui perd cela de vue commettra des erreurs politiques. Néanmoins, le cours général de l'histoire est d'ores et déjà tracé, il ne changera pas. » (Mao Tsé-toung : « Du gouvernement de coalition »)

L'apparition du social-impérialisme soviétique est un détour temporaire de l'histoire. Mais, tout comme l'impérialisme capitaliste classique, il s'empêtre dans d'innombrables contradictions.

Ce sont celles de la bourgeoisie bureaucratique monopoliste soviétique avec le prolétariat et le peuple travailleur soviétiques tout entier, celles du social-impérialisme soviétique avec les peuples des colonies et les peuples du monde entier, celles du social-impérialisme avec l'impérialisme capitaliste classique et surtout l'impérialisme américain, toutes ces contradictions s'exacerbent de plus en plus.

Du fait de l'existence et du développement de ces contradictions, le social-impérialisme soviétique sera inéluctablement remis au musée de l'histoire par le peuple soviétique et les peuples du monde.

Lénine avait déjà conclu : « L'impérialisme est le prélude de la révolution sociale de prolétariat ». (Lénine, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme) Le social-impérialisme soviétique est le prélude de la seconde révolution socialiste d'Octobre. Le président Mao a indiqué : « L'Union soviétique fut le premier Etat socialiste, et son Parti communiste, le parti créé par Lénine.

Bien que la direction du Parti et de l'Etat soviétiques soit à présent usurpée par les révisionnistes, je conseille aux camarades d'avoir la ferme conviction que le peuple soviétique, la grande masse des membres du Parti et des cadres sont bons et veulent la révolution, et que la domination du

révisionnisme ne sera pas de longue durée. » (Mao Tsé-toung cité dans le « Quotidien du Peuple » du 6 novembre 1967)

Sous le prestigieux drapeau du léninisme, le peuple soviétique, fort de la glorieuse tradition révolutionnaire d'Octobre et du soutien des peuples du monde, finira bien par enterrer le social-impérialisme pour refaire briller sur la vaste terre des soviets la dictature du prolétariat, le socialisme et le marxisme-léninisme.

« Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS ! » (Marx et Engels : « Manifeste du Parti communiste »)

Décembre 1975